Quand le public montre le ciel, l’Arcom regarde le doigt

Agissant sous les radars et largement méconnue du grand public il y a encore quelques années, l’Arcom (L’Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) est depuis plusieurs mois dénoncée pour son autorité hasardeuse sur le paysage audiovisuel français.

Jeudi 19 novembre, l’Arcom annonçait aux créateuri·ces de contenu sur YouTube et les réseaux sociaux qu’iels devront désormais respecter les règles de pluralisme dans le traitement des élections présidentielles. Cette obligation, qui jusque-là ne concernait que les chaînes de télévision et de radio, peut aboutir à de lourdes sanctions si la pluralité n’est pas respectée.

Une décision encore très floue pour ce qui est de ses champs d’application, lesquels, comme l’assure vaguement son président Martin Ajdari, ne devraient concerner que les comptes à forte audience. Ce dernier n’a pas su donner plus d’éléments quant au processus de vérification et de régulation.

Une annonce hypocrite qui ne trompe personne. Sous couvert de pluralisme, l’Arcom élargit le boulevard fait à l’extrême droite et à ses idées nauséabondes, largement installé ces dernières années par le defilé incessant de personnalités aux propos réactionnaires sur les plateaux télé et radio. L’excuse de la pluralité, pour laisser au final la parole à des gens qui vomissent la diversité, on admire le culot.

Par-ci par-là, petit à petit, la liberté d'expression est rognée. Hier France Inter, aujourd'hui les éditeur·ices de contenu en ligne…

Au-delà de cette décision liberticide, nous nous interrogeons sur la réelle mission de l'Arcom.

Avec plus de 30 sanctions en six ans et 830 000 euros d'amende, la chaîne d'information d'extrême droite CNews diffuse toujours en toute impunité.

Après le million de signatures sur la pétition pour supprimer CNews de l'audiovisuel français, l'Assemblée nationale a classé le débat sans suite en renvoyant la responsabilité à l'Arcom.

En 2025, la chaîne C8 voyait son autorisation de diffuser non renouvelée. Une maigre victoire lorsque l'on sait que le gendarme de l'audiovisuel a le pouvoir de fermer une chaîne (comme elle l'a fait pour les chaînes russes RT et Sputnik). Dans le même temps, CNews était également en attente du renouvellement d'autorisation de diffusion… qui a été approuvé.



Est-il raisonnable de penser que l'Arcom rechigne à

sanctionner plus lourdement une chaîne appartenant à un milliardaire français ? **OUI**.

Avec sa volonté de réguler le contenu des YouTubeur·ses, l'Arcom n'est pas la première à s'attaquer à la création, et elle ne sera pas la dernière. La culture a toujours été une cible privilégiée des politiques réactionnaires, comme modérées. Le budget de financement public fond comme neige au soleil jusqu'à presque disparaître dans certaines régions de France (coucou Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes jusqu'en 2024).

Sous couvert de programmation trop engagée, certains lieux culturels se voient retirer leur subvention ou annuler leur spectacle. Car « l'argent public doit être dépensé correctement » (coucou Florian Azema, actuel maire de Castres).

En mai dernier, Maxime Saada, directeur du groupe Canal+, premier financeur du cinéma français, annonçait en plein Festival de Cannes vouloir dresser une liste noire des professionnel·les du cinéma qui ne seraient pas assez reconnaissant·es envers le patron (coucou Vincent Bolloré, qui prévoit en outre de devenir (ré)actionnaire majoritaire d'UGC d'ici 2028). Un encouragement clair à l'autocensure qui a créé une vague de panique en menaçant de fragiliser un peu plus un secteur d'emplois déjà très précaires.

Les prises de position contre le génocide à Gaza et pour le droit à l'autodétermination des Palestinien·nes ont également déclenché un festival d'annulations et de censures, touchant tous les secteurs de la culture, de l'édition aux humoristes.

Nous refusons de nous faire silencier à coup de suppression de subventions et de menaces de censure tandis que certaines chaînes incitant à la haine et répandant de fausses informations continuent à diffuser en toute légalité.

Nous revendiquons :

- La prise en compte de la pétition signée par plus d’un million de personnes en mettant fin à la diffusion de la chaîne d’extrême droite CNews.
- Une liberté d’expression sans obligation de pluralisme pendant la période d’élection présidentielle pour les créateur·ices de contenus en ligne.
- Plus de transparence sur le travail de l’Arcom.
- La fin de l’impunité des médias qui incitent à la haine et à la discrimination.
- Un budget de la culture qui ne soit plus la variable d’ajustement des dépenses publiques.

Depuis des mois, nous assistons à un acharnement institutionnel et gouvernemental pour faire taire les voix qui prônent la liberté d’exister et la diversité dans toute leur beauté. Ne courbons pas l’échine, continuons à dénoncer, restons ce que l’extrême droite déteste, soyons une culture forte et solidaire !

Commission Antifasciste de SUD Culture Solidaires
25 novembre 2026

Une campagne CNews = CMort est en cours afin de réduire le pouvoir de nuisance de la chaîne d’extrême droite

